

KONINKRIJK BELGIE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
BINNENLANDSE ZAKEN**

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 januari 2006 tot vaststelling van het model van de aanvraag die de niet-Belgische burgers buiten de Europese Unie die hun hoofdverblijfplaats in België hebben gevestigd, moeten indienen bij de gemeente van die hoofdverblijfplaats als zij wensen ingeschreven te worden op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Filip, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, inzonderheid op artikel 1ter, eerste lid, 1°, ingevoegd door de wet van 19 maart 2004 en gewijzigd door de wet van 23 december 2005;

Gelet op het decreet van de Vlaamse overheid van 16 juli 2021 tot wijziging van diverse decreten, wat betreft versterking van de lokale democratie;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 2006 tot vaststelling van het model van de aanvraag die de niet-Belgische burgers buiten de Europese Unie die hun hoofdverblijfplaats in België hebben gevestigd, moeten indienen bij de gemeente van die hoofdverblijfplaats als zij wensen ingeschreven te worden op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen;

ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 janvier 2006 fixant le modèle de la demande que les citoyens non belges hors Union européenne qui ont établi leur résidence principale en Belgique doivent introduire auprès de la commune de cette résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales.

Philippe, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932, notamment l'article 1terter, alinéa 1er, 1°, inséré par la loi du 19 mars 2004 et modifié par la loi du 23 décembre 2005 ;

Vu le décret de l'autorité flamande du 16 juillet 2021 modifiant divers décrets, en ce qui concerne le renforcement de la démocratie locale ;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 2006 fixant le modèle de la demande que les citoyens non belges hors Union européenne qui ont établi leur résidence principale en Belgique doivent introduire auprès de la commune de cette résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 december 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 décembre 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 18 januari 2023;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 18 janvier 2023 ;

Gelet op het advies nr. ... van de Raad van State, gegeven op ..., met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Vu l'avis n°... du Conseil d'Etat, donné le ... en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Overwegende het feit dat stemmen bij gemeenteraadsverkiezingen in het Vlaamse Gewest niet langer verplicht is en overwegende de noodzaak om het model van de aanvraag op dit punt aan te passen;

Considérant le fait que le vote n'est plus obligatoire lors des élections locales en Région flamande et la nécessité d'adapter le modèle de demande d'inscription sur ce point ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Nous avons arrêté et arrêtons :

Artikel 1. - Het model opgenomen in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 13 januari 2006 tot vaststelling van het model van de aanvraag die de niet-Belgische burgers buiten de Europese Unie die hun hoofdverblijfplaats in België hebben gevestigd, moeten indienen bij de gemeente van die hoofdverblijfplaats als zij wensen ingeschreven te worden op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen, wordt vervangen door het model dat als bijlage bij dit besluit is bijgevoegd.

Article 1^{er}. - Le modèle figurant à l'annexe 1^{ere} de l'arrêté royal du 13 janvier 2006 fixant le modèle de la demande que les citoyens non belges hors Union européenne qui ont établi leur résidence principale en Belgique doivent introduire auprès de la commune de cette résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales, est remplacé par le modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. - Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. – Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2023.

Art. 2.- Notre Ministre de l'Intérieur est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. – Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2023.

Gegeven te

Donné à

Van Koningswege:

De Minister Van Binnenlandse Zaken,

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,



Annelies VERLINDEN

Annexe – Modèle de la demande que les citoyens non belges hors Union européenne qui ont établi leur résidence principale en Belgique doivent introduire auprès de la commune de cette résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales.

Je soussigné(e)

- Nom et prénoms :
.....
- Date de naissance :
.....
- Adresse :
.....
- Nationalité :
.....
- Numéro national :
.....

sollicite¹ par la présente, conformément à l'article 1er ter, alinéa 1er, de la loi électorale communale, y inséré par la loi du 19 mars 2004, mon inscription sur la liste des électeurs qui est dressée tous les six ans, en prévision du renouvellement ordinaire des conseils communaux, le 1er août de l'année durant laquelle ce renouvellement a lieu.

Je déclare m'engager à respecter la Constitution, les lois du peuple belge et la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

Je déclare avoir connaissance :

- que si ma demande d'inscription sur la liste des électeurs est agréée²,
 - , lorsque j'ai établi ma résidence principale dans une commune de la Région flamande, je peux me présenter au scrutin ;
 - , lorsque j'ai établi ma résidence principale dans une commune de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale, je suis tenu(e) de me présenter au scrutin sous peine des sanctions prévues par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en Région wallonne et par le Code électoral communal bruxellois en Région de Bruxelles-Capitale.
- que ma demande d'inscription sur la liste des électeurs peut être refusée s'il apparaît :

¹ L'introduction de la demande écrite s'effectue à l'administration communale ou en ligne via le formulaire disponible sur le site <https://elections.fgov.be>

² Le collège des bourgmestre et échevins (*lire « le Collège communal » en Région wallonne*) vérifie si le demandeur remplit les conditions de l'électorat et lorsque tel est le cas, il lui notifie par lettre recommandée à la poste, sa décision de l'inscrire sur la liste des électeurs. Mention de cette inscription est en outre portée dans les registres de la population. Les conditions de l'électorat sont les suivantes : avoir établi sa résidence principale de manière ininterrompue depuis cinq ans en Belgique, être âgé de dix-huit ans accomplis, être inscrit aux registres de population de la commune auprès de laquelle la demande est introduite, ne pas se trouver dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension des droits électoraux prévus par les articles 6 à 8 du Code électoral et déclarer sur l'honneur que l'on s'engage à respecter la Constitution, les lois du peuple belge et la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

L'inscription aux registres de la population doit être interprétée dans le sens de l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, à savoir une inscription aux registres de la population ou au registre des étrangers.

Les conditions d'âge et de non-suspension ou de non-exclusion des droits électoraux doivent être remplies au plus tard le jour de l'élection.

- que je n'ai pas établi ma résidence principale en Belgique de manière ininterrompue pendant les cinq ans précédant l'introduction de ma demande ³;
- que je n'aurai pas atteint l'âge de dix-huit ans accomplis à la date des premières élections communales suivant la signature de la présente ;
- qu'à cette date, je tomberai sous l'application des articles 6 à 8 du Code électoral du chef d'une condamnation ou d'une décision prononcée en Belgique ;
- que même dans le cas où ma demande d'inscription sur la liste des électeurs est agréée, cet agrément pourra faire l'objet d'un retrait si après son octroi,
 - je fais l'objet d'une condamnation ou d'une décision prononcée en Belgique, entraînant dans mon chef, par application des articles 6 à 8 du Code électoral, soit l'exclusion définitive des droits électoraux, soit la suspension, à la date des élections, de ces mêmes droits ;
 - il apparaît que j'ai été rayé définitivement des registres de la population en Belgique, soit pour avoir omis de déclarer mon changement de résidence sans que ma nouvelle résidence ait été découverte, soit pour avoir transféré ma résidence à l'étranger ;
- que si ma demande d'inscription est refusée, je bénéficie de la procédure de réclamation et de recours prévue à l'article 1er bis, §3, de la loi électorale communale, y inséré par la loi du 27 janvier 1999 ⁴, qui m'est applicable conformément à l'article 1er ter, alinéa 2, de la loi électorale communale, inséré par la loi du 19 mars 2004.

Fait à, le ⁵

³ L'intéressé doit pouvoir faire valoir au moment de l'introduction de sa demande cinq années ininterrompues de résidence principale en Belgique couvertes par un séjour légal.

⁴ Lorsque le demandeur ne remplit pas l'une ou l'autre des conditions de l'électorat, le collège de bourgmestre et échevins de la commune de sa résidence lui notifie par lettre recommandée à la poste, en le motivant, son refus de l'inscrire sur la liste des électeurs.

Dans ce cas, le demandeur peut, dans les dix jours de cette notification, faire valoir ses objections éventuelles par lettre recommandée à la poste adressée au collège des bourgmestre et échevins. Le collège se prononce dans les huit jours de la réception de la réclamation et sa décision est immédiatement notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

Si le collège des bourgmestre et échevins maintient sa décision de refus, le demandeur peut interjeter appel de cette décision devant la Cour d'appel dans un délai de huit jours à compter de la notification visée à l'alinéa précédent.

L'appel est introduit par une requête remise au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci en informe aussitôt le collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée.

Les parties disposent d'un délai de dix jours à dater de la remise de la requête pour déposer de nouvelles conclusions. Ce délai expiré, le procureur général envoie dans les deux jours le dossier, auquel sont jointes les nouvelles pièces ou conclusions, au greffier en chef de la Cour d'appel qui en accuse réception.

Pour le surplus, la procédure devant la Cour d'appel est régie par les articles 28 à 39 du Code électoral.

Le dispositif de l'arrêt rendu par la Cour d'appel est notifié sans délai et par tous moyens, par les soins du ministère public, au collège des bourgmestre et échevins qui a rendu la décision dont appel et aux autres parties.

Exécution immédiate est donnée à l'arrêt au cas où celui-ci emporte reconnaissance de la qualité d'électeur dans le chef de l'appelant.

Il est statué sur le recours tant en l'absence qu'en la présence des parties. Les arrêts rendus par la Cour d'appel en cette matière sont réputés contradictoires et ne sont susceptibles d'aucun recours.

⁵ Les demandes d'inscription sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales peuvent être introduites à tout moment, sauf durant la période qui s'écoule entre le jour de l'établissement de cette liste (le 1er août de l'année durant laquelle le renouvellement ordinaire des conseils communaux a lieu) et le jour de l'élection en prévision de laquelle ladite liste est établie. Dès le lendemain du jour de l'élection, elles peuvent à nouveau être introduites.

De même, à tout moment, sauf durant la période visée à l'alinéa précédent, toute personne qui a été agréée en qualité d'électeur peut

(Signature)

Accusé de réception (l'accusé peut être transmis par courrier électronique si la demande a été introduite en ligne).

La demande d'inscription de (nom et prénoms) a été reçue par le service de la population le (date).

Cachet de la commune

Signature.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du :

Philippe

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,



Annelies VERLINDEN

déclarer par écrit auprès de la commune où elle a établi sa résidence principale, renoncer à cette qualité.

L'agrément en qualité d'électeur reste valable aussi longtemps que l'intéressé continue à réunir les conditions de l'électorat et n'a pas renoncé à sa qualité d'électeur, quelle que soit la commune de sa résidence en Belgique. En cas de changement de résidence dans une autre commune de Belgique, la nouvelle commune de résidence peut inviter le citoyen non belge hors Union européenne à produire l'attestation de la déclaration par laquelle il s'est engagé à respecter la Constitution, les lois du peuple belge et la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

Si après avoir été agréé en qualité d'électeur, le citoyen non belge hors Union européenne a déclaré par écrit auprès de la commune de sa résidence principale, renoncer à cette qualité, il ne peut réintroduire une nouvelle demande d'agrément comme électeur qu'après les élections communales en prévision desquelles il avait été inscrit en ladite qualité.

Bijlage - Model van de aanvraag die de niet-Belgische burgers van buiten de Europese Unie die hun hoofdverblijfplaats in België gevestigd hebben, bij het gemeentebestuur van die hoofdverblijfplaats moeten indienen, als zij ingeschreven willen worden op de kiezerslijst die voor de gemeenteraadsverkiezingen opgesteld wordt.

Ik, ondergetekende,

- Naam en voornamen:
- Geboortedatum:
- Adres:
- Nationaliteit:
- Rijksregisternummer:

vraag¹ hierbij, overeenkomstig artikel 1ter, eerste lid, van de gemeentekieswet, ingevoegd door de wet van 19 maart 2004, mijn inschrijving op de kiezerslijst die om de zes jaar opgesteld wordt, voor de gewone vernieuwing van de gemeenteraden, op 1 augustus van het jaar waarin deze vernieuwing plaatsvindt.

Ik verbind mij ertoe de Grondwet, de wetten van het Belgische volk en het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden na te leven.

Ik verklaar te weten:

- dat, als mijn aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst goedgekeurd wordt ²,
 - ik mag gaan stemmen, wanneer ik mijn hoofdverblijfplaats in een gemeente van het Vlaams Gewest gevestigd heb;
 - ik moet gaan stemmen, op straffe van sancties opgenomen in het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie in het Waals Gewest en in het Brusselse gemeentekieswetboek in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wanneer ik mijn hoofdverblijfplaats in een gemeente van het Waals Gewest of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd heb;
- dat mijn aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst geweigerd kan worden als blijkt

¹ De indiening van de schriftelijke aanvraag gebeurt bij het gemeentebestuur of online via het formulier dat op de site <https://verkiezingen.fgov.be> beschikbaar is.

² Het College van burgemeester en schepenen (*in het Waals Gewest lezen als «het Gemeentecollege»*) verifieert of de aanvrager aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet en wanneer dat het geval is, notificeert hem/haar per bij de post aangetekende brief zijn beslissing om hem/haar op de kiezerslijst in te schrijven. Deze inschrijving op de kiezerslijst wordt bovendien in de bevolkingsregisters vermeld.

De kiesbevoegdheidsvoorwaarden zijn: zijn/haar hoofdverblijfplaats ononderbroken in België gevestigd hebben gedurende de laatste vijf jaar, de leeftijd van achttien jaar bereikt hebben, ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van de gemeente waarbij de aanvraag werd ingediend, zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing van het kiesrecht bedoeld in de artikelen 6 tot 8 van het Kieswetboek en op erewoord verklaren de Grondwet, de wetten van het Belgische volk en het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden na te leven.

De inschrijving in de bevolkingsregisters moet geïnterpreteerd worden in de zin van artikel 1, §1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, namelijk een inschrijving in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister.

De voorwaarden inzake leeftijd en niet-uitsluiting of niet-schorsing van het kiesrecht moeten ten laatste op de dag van de verkiezingen vervuld zijn.

- dat ik mijn hoofdverblijfplaats niet op ononderbroken wijze in België gevestigd heb gedurende de vijf jaar voorafgaand aan de indiening van mijn aanvraag³;
- dat ik de leeftijd van achttien jaar niet bereikt heb op de datum van de eerste gemeenteraadsverkiezingen volgend op de ondertekening van deze aanvraag;
- dat ik op die datum onder het toepassingsgebied van de artikelen 6 tot 8 van het Kieswetboek val, op basis van een in België uitgesproken veroordeling of beslissing;
- dat, zelfs als mijn aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst goedgekeurd wordt, deze goedkeuring ingetrokken kan worden
 - als ik, na de toekenning ervan, in België het voorwerp uitmaak van een veroordeling of een beslissing die, in toepassing van de artikelen 6 tot 8 van het Kieswetboek, voor mij leidt tot ofwel de definitieve ontzetting uit het stemrecht ofwel de schorsing, op de dag van de verkiezingen, van dit recht;
 - als, na de toekenning ervan, blijkt dat ik definitief uit de Belgische bevolkingsregisters geschrapt ben, hetzij omdat ik mijn wijziging van verblijfplaats niet aangegeven heb zonder dat mijn nieuwe verblijfplaats ontdekt werd, hetzij omdat ik mijn verblijfplaats naar het buitenland overgebracht heb;
- dat ik, als mijn aanvraag tot inschrijving geweigerd wordt, gebruik kan maken van de bezwaarschrift- en beroepsprocedure bedoeld in artikel 1bis, §3, van de gemeentekieswet, ingevoegd door de wet van 27 januari 1999⁴, dat voor mij van toepassing is overeenkomstig artikel 1ter, tweede lid, van de gemeentekieswet, ingevoegd door de wet van 19 maart 2004.

Opgemaakt te, op⁵

³ Op het ogenblik van de indiening van zijn/haar aanvraag moet de betrokkene vijf jaar ononderbroken verblijfplaats in België gedekt door een wettelijk verblijf kunnen doen gelden.

⁴ Wanneer de aanvrager niet aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet, notificeert het College van burgemeester en schepenen van de gemeente van zijn/haar verblijfplaats deze weigering om hem/haar op de kiezerslijst in te schrijven via een bij de post aangetekende brief.

In dat geval kan de aanvrager zijn/haar eventuele bezwaren binnen de tien dagen na deze notificatie per bij de post aangetekende brief aan het College van burgemeester en schepenen meedelen. Het College doet binnen de acht dagen na de ontvangst van het bezwaarschrift een uitspraak en notificeert zijn beslissing onmiddellijk aan de betrokkene per bij de post aangetekende brief.

Indien het College van burgemeester en schepenen bij zijn beslissing tot weigering blijft, kan de aanvrager tegen deze beslissing in beroep gaan bij het Hof van Beroep binnen een termijn van acht dagen vanaf de in het vorige lid bedoelde notificatie.

Het beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift aan de Procureur-generaal van het Hof van Beroep. Deze brengt het College van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente zo snel mogelijk op de hoogte.

Vanaf de indiening van het verzoekschrift beschikken de partijen over een termijn van tien dagen om tot nieuwe conclusies te komen. Na het verstrijken van die termijn verstuurt de Procureur-generaal het dossier, samen met de nieuwe stukken of conclusies, binnen de twee dagen naar de hoofdgriffier van het Hof van Beroep, die de ontvangst ervan meldt.

Voor het overige wordt de procedure voor het Hof van Beroep geregeld door de artikelen 28 tot 39 van het Kieswetboek.

Het beschikkend gedeelte van het arrest wordt door het Hof van Beroep met alle middelen onverwijld genotificeerd aan het College van burgemeester en schepenen dat de beslissing waartegen het beroep is ingesteld, heeft genomen en aan de andere partijen.

Het arrest wordt onmiddellijk uitgevoerd wanneer het voor de eiser tot de erkenning van de hoedanigheid van kiezer leidt.

Zowel bij afwezigheid als bij aanwezigheid van de partijen wordt er een uitspraak over het beroep gedaan. De arresten die in deze aangelegenheid door het Hof van Beroep uitgebracht worden, worden geacht op tegenspraak gewezen te zijn en er mag niet tegen in beroep worden gegaan.

⁵ De aanvragen voor inschrijving op de kiezerslijst die voor de gemeenteraadsverkiezingen opgesteld wordt, kunnen op elk moment

(Handtekening)

Ontvangstbewijs (het bewijs mag elektronisch doorgestuurd worden als de aanvraag online werd ingediend)

De Dienst Bevolking heeft de inschrijvingsaanvraag van (naam en voornamen)
ontvangen op (datum).

Stempel van de gemeente

Handtekening

Gezien om bijgevoegd te worden bij het koninklijk besluit van:

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,



Annelies VERLINDEN

ingediend worden, behalve in de periode tussen de opstelling van deze lijst (1 augustus van het jaar waarin de gewone vernieuwing van de gemeenteraden plaatsvindt) en de dag van de verkiezing waarvoor deze lijst wordt opgesteld. Er mogen opnieuw aanvragen ingediend worden vanaf de dag na de verkiezingen.

Bovendien kan elke persoon die als kiezer erkend is, op elk ogenblik, behalve in de in het vorige lid bedoelde periode, schriftelijk verklaren afstand te willen doen van die hoedanigheid van kiezer bij de gemeente waar hij/zij zijn/haar hoofdverblijfplaats heeft gevestigd.

De erkenning als kiezer blijft geldig zolang de betrokkene aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet en geen afstand doet van zijn/haar hoedanigheid van kiezer, ongeacht de gemeente van zijn/haar verblijfplaats in België. In geval van wijziging van de verblijfplaats naar een andere Belgische gemeente, mag de nieuwe verblijfplaatsgemeente de niet-Belgische burger van buiten de Europese Unie verzoeken om het attest voor te leggen waaruit blijkt dat hij/zij op erewoord verklaart de Grondwet, de wetten van het Belgische volk en het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden na te leven.

Als de niet-Belgische burger van buiten de Europese Unie, na als kiezer erkend te zijn, schriftelijk bij de gemeente van zijn/haar hoofdverblijfplaats verklaard heeft afstand te doen van die hoedanigheid, mag hij/zij slechts na de gemeenteraadsverkiezingen waarvoor hij/zij als kiezer erkend werd, een nieuwe aanvraag tot erkenning als kiezer indienen.